



HAL
open science

Les paradoxes des “ sans-terre ” et de l’esclavage rural au Brésil

Hervé Théry

► **To cite this version:**

Hervé Théry. Les paradoxes des “ sans-terre ” et de l’esclavage rural au Brésil. *Hérodote - Revue de géographie et de géopolitique*, 2015, 156 (1), pp.50-72. 10.3917/her.156.0050 . halshs-01202397

HAL Id: halshs-01202397

<https://shs.hal.science/halshs-01202397v1>

Submitted on 20 Sep 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

Les paradoxes des « sans-terres » et de l’esclavage rural au Brésil

Paradoxes of landless peasants and rural slavery in Brazil

Hervé Théry

Directeur de recherche au CNRS-Creda

UMR7227 Cnrs Université Sorbonne Nouvelle Paris III

Professeur invité à l'Universidade de São Paulo (USP)

Chaire Pierre Monbeig

6 rue Baudin, 94200 Ivry

hthery@aol.com

Publié comme « Les paradoxes des "sans-terres" et de l’esclavage rural au Brésil », Hérodote 2015/1 (n° 156), pp> 50-72, ISBN : 9782707185761, DOI: 10.3917/her.156.0050

Résumé : Le Brésil dispose d’immenses étendues de terres encore disponibles, et pourtant le « Mouvement des paysans sans terres » (MST) y est actif et l’on y découvre tous les ans des milliers de travailleurs en situation d’esclavage. Comment expliquer ces paradoxes ? Ils tiennent à l’inégale répartition de la population et de la propriété foncière dans le pays, issue de la façon dont le Brésil a été occupé et approprié. L’article jauge d’abord le poids et la situation du secteur agricole brésilien et mesure sa dynamique territoriale, puis il analyse les profondes mutations en cours, qui changent les rapports de force et créent des conflits et crises aigus, causant de nombreux morts. Il étudie ensuite la situation des travailleurs ruraux en situation d’esclavage, que des recherches récentes ont permis – en utilisant les méthodes de la géographie – de connaître un peu mieux, pour mieux combattre ce fléau.

Abstract: Brazil has huge tracts of land still available, yet the “Movement of landless peasants” (MST) is active, and every year thousands of slave workers are discovered. How to explain these paradoxes? They derive from the unequal distribution of population and of land ownership in the country, caused by the way Brazil was occupied and appropriated. The article first gauges the weight and position of the Brazilian agricultural sector, measures its territorial dynamics and analyses the profound changes underway, changing the balance of power and creating acute crises and conflicts, leading to many deaths. Then it examines the situation of slave rural workers, as a recent research has made it possible - using the methods of geography – to know it a little better, in order to combat this scourge.

Le Brésil, qui est l'un des plus grands pays agricoles au monde, dispose d’immenses étendues de terres encore disponibles, et pourtant le « Mouvement des paysans sans terres » (MST) y est actif et revendique avec vigueur l’accès à la terre pour ses adhérents, au prix d’affrontements violents. Par ailleurs, alors que le pays compte des nombreuses exploitations modernes, mécanisées, utilisant des technologies et des pratiques agronomiques avancées, on y découvre tous les ans des milliers de travailleurs en situation d’esclavage, qui sont alors libérés, la législation brésilienne interdisant évidemment le recours à ces méthodes d’un autre âge.

Comment expliquer ces apparents paradoxes ? Ils s'expliquent par la répartition de la population et de la propriété foncière dans le pays, toutes deux très inégales et issues de la façon dont le Brésil a été occupé et approprié : dans les régions littorales densément peuplées des structures foncières très inégales excluent la petite paysannerie, dans les immenses étendues à faible densité démographiques de l’intérieur les propriétaires peinent à trouver de la main d’œuvre et ont parfois recours à des expédients criminels pour la retenir. Le régime militaire (1964-1985) avait tenté de résoudre le problème de manière simpliste en ouvrant des routes pour relier les « hommes sans terres » aux « terres sans hommes » mais cette politique de vases communicants n’a pas atteint ses objectifs car les racines du mal sont plus profondes.

Il faut donc pour comprendre ces deux paradoxes faire un détour pour expliquer la situation qui a permis qu'ils se développent. Ainsi il est nécessaire de commencer par évaluer le poids et la situation du secteur agricole brésilien et mesurer sa dynamique territoriale. Il associe en fait deux secteurs distincts, une agriculture paysanne et une agriculture commerciale qui entrent souvent en concurrence pour l'espace et le soutien des pouvoirs publics, notamment dans les terres nouvelles conquises par des fronts pionniers de grande ampleur.

C'est là l'une des mutations profondes en cours, qui changent les rapports de force et créent des conflits, larvés et ouverts, débouchant parfois sur des crises aiguës et provoquant tous les ans des centaines de morts dans des affrontements violents. On connaît en revanche moins bien la situation des travailleurs ruraux en situation d'esclavage, mais des recherches récentes ont permis – en utilisant les méthodes de la géographie – de la connaître un peu mieux pour mieux combattre ce fléau indigne d'un pays qui est devenu la sixième ou cinquième puissance économique de la planète.

Place dans l'économie, place dans l'espace

Par l'étendue et les caractéristiques de son territoire, la masse de sa population, la qualité de ses cadres publics et privés, de ses centres de recherche et de ses universités, le poids de son appareil industriel, l'agriculture brésilienne dispose d'immenses avantages comparatifs : de l'espace, du soleil, de l'eau, de la main d'œuvre d'exécution et d'encadrement, des industries d'amont et d'aval qui enserrant l'agriculture dans un complexe agro-industriel, ce qui fait aujourd'hui toute la différence.

Il est grâce à tout cela l'un des tout premiers producteurs et exportateurs au monde pour une vaste gamme de produits, et le tableau n° 1 montre le brillant palmarès de l'agriculture et de l'élevage brésilien, qui est non seulement un très grand céréalier, mais aussi le premier fournisseur mondial de café, de canne à sucre et depuis peu le premier exportateur mondial de viande de bœuf. Parmi ces denrées, la canne à sucre est particulièrement stratégique puisqu'elle permet, outre des exportations massives, de faire rouler la plus grande partie des voitures du pays, grâce au développement des carburateurs *flex-fuel* qui acceptent indifféremment alcool ou essence.

Tableau n° 1 Scores agricoles du Brésil

	Rang	% du total	Production
	mondial	mondial	(tonnes)
Canne à sucre	1	39,41	721.077.287
Jus d'orange concentré	1	37,07	441.500
Café	1	34,41	3.037.534
Oranges	1	26,4	18.012.560
Soja	2	27,31	65.848.857
Tabac	3	10,82	810.550
Maïs	3	8,14	71.072.810
Manioc	4	8,56	23.044.557
Céréales total	4	3,5	89.908.244
Fibre de coton	5	6,31	1.638.103

Source : FAO, <http://faostat.fao.org/>, année de référence 2012

Le secteur agricole n'est toutefois plus au centre de l'économie nationale, comme le montre la part du secteur primaire dans la population active et le produit intérieur brut (tableau n°2).

Tableau n° 2 Place dans la population active et le PIB en 2010

	Emplois	% des emplois	% du PIB
Primaire	1.106.792	4,22	8
Secondaire	6.223.048	23,73	37
Tertiaire	18.892.728	72,05	55

Source : MTB/RAIS/CAGED et IBGE

(Institut Brésilien de géographie et Statistique)

Le pays est en effet de plus en plus urbanisé, au terme d'une rapide et profonde mutation (tableau n°3) plus de 80 % des Brésiliens vivent désormais en ville¹, que ce soit dans le Nordeste, la région la plus anciennement occupée, ou dans les régions pionnières d'Amazonie, les campagnes et les drames qui peuvent s'y produire sont bien loin des préoccupations de la majeure partie de la population, des médias et des pouvoirs publics.

Tableau n° 3 Taux d'urbanisation

	1940	1960	1980	2000	2010
Brésil	31	45	68	81	84
Nord	28	38	52	70	74
Nordeste	23	34	50	69	73
Sudeste	39	57	83	90	93
Sud	28	37	62	81	85
Centre-Ouest	22	34	68	87	89

Source : IBGE

Si l'on considère les exportations, il faut porter un jugement plus nuancé : les produits agricoles bruts n'y représentent plus qu'un peu plus de 15 % du total, mais si l'on y ajoute les produits de l'agro-industrie on arrive à plus 30 %. C'est là un indice d'une des grandes transformations en cours – la constitution d'un vaste complexe agro-industriel – mais au total le Brésil s'écarte donc du « modèle agro-exportateur » qui était le sien : en 1955 les exportations agricoles représentaient 92 % du total, la part du café y était de 57 % en 1959, de près de 11 % en 1974, elle est tombée aujourd'hui à 7 %.

S'en tenir là serait cependant ne pas prendre en compte une des caractéristiques les plus étonnantes du monde rural brésilien, son dynamisme spatial. Le Brésil est une des grandes « frontières » au monde, et certainement sa plus grande frontière agricole. L'agriculture brésilienne continue à conquérir de nouvelles terres, à mettre en culture tous les ans des milliers d'hectares de forêts et de savanes : de ce point de vue le Brésil est encore ce qu'on appelait naguère un « pays neuf ».

Tableau n° 4 Agriculture et espace

	1970	1975	1980	1985	1996	2006
Superficie appropriée (millions d'hectares)	294	324	365	375	354	330
<i>% du territoire</i>	35	38	43	44	42	39
	34	40	49	52	42	60

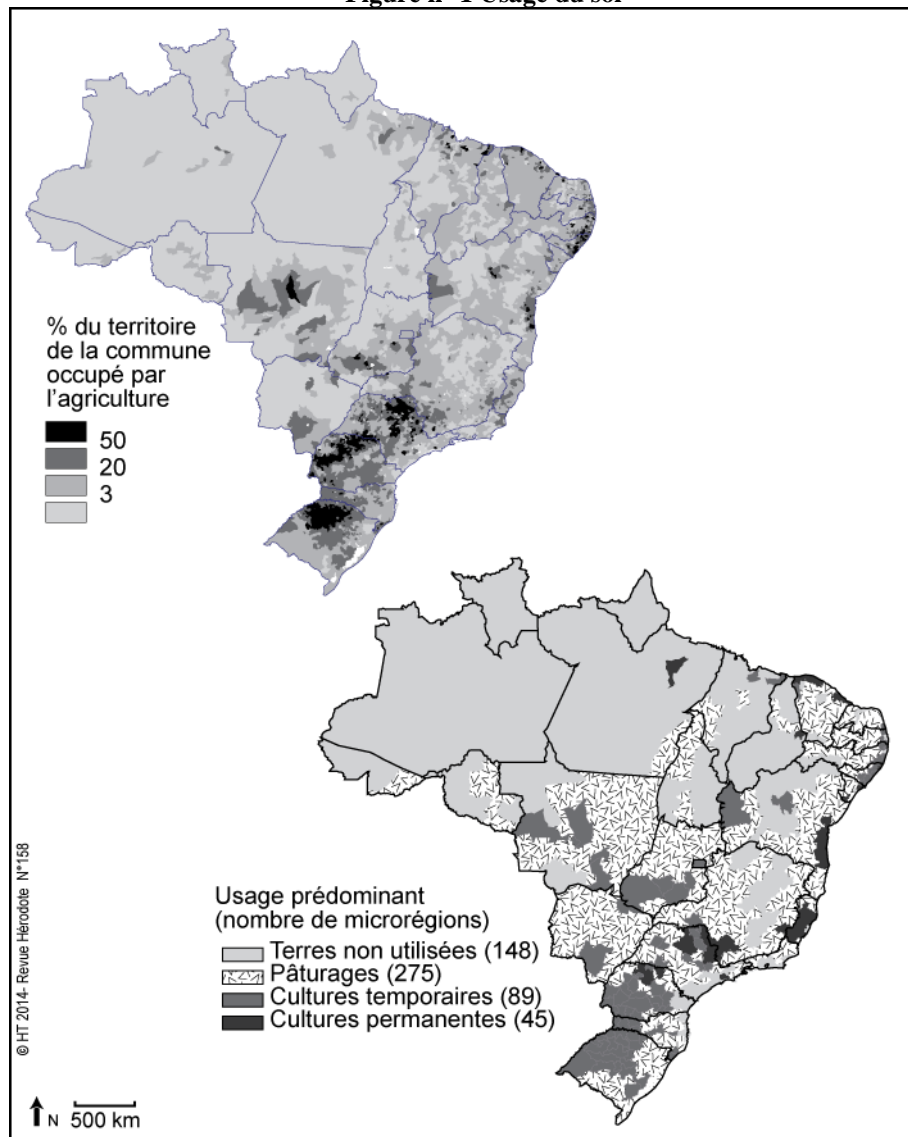
¹ Selon la définition de l'IBGE, la population résidant au chef-lieu de la commune, dans un périmètre défini par le conseil municipal.

Superficie cultivée						
(millions d'hectares)						
<i>% du territoire</i>	4,0	4,7	5,8	6,2	4,9	7,1
Nombre d'exploitations	4.924	4.993	5.160	5.802	4.860	5.175
(milliers)						
<i>surface moyenne</i>	71	77	84	76	86	75

Source : IBGE

On trouve au Brésil à peu près toute la gamme des produits agricoles mondiaux, car son étalement en latitude permet d'y cultiver aussi bien les plantes tropicales que celles du monde tempéré. Cela ne veut pas dire pourtant que l'on produise partout de tout, ni surtout qu'on produise également partout. Des « spécialités » régionales apparaissent nettement, les cultures étant groupées en quelques zones organisées autour d'une ou plusieurs productions, que ce soient les cultures temporaires (au premier du rang desquels le soja) ou permanentes (dont le café).

Figure n° 1 Usage du sol



158 Thery C1

L'élevage s'organise en grandes zones pastorales d'où partent les flux conduisant le bétail vers les marchés de consommation et d'exportation. Naguère parcourues par les convois de bétail ces *estradas boiadeiras* sont maintenant remplacées par des routes où la noria des bétailières met une animation constante. Enfin, et c'est une particularité de ce pays encore inégalement mis en valeur, une bonne partie de l'espace brésilien vit encore d'une économie de cueillette, qui concerne surtout le Nord du pays, Amazonie et Nordeste intérieur (où l'on recueille gommés, cires, fibres et noix), mais aussi certaines régions du centre du pays, puisque le Brésil est le seul pays au monde à faire fonctionner une partie de sa grande sidérurgie au charbon de bois, et ce n'est que récemment que d'immenses plantations d'eucalyptus et de pin ont commencé à remplacer le bois de cueillette.

Il faut toutefois distinguer, dans ce vaste secteur agro-pastoral, deux ensembles bien différents.

Deux agricultures

Le Brésil a deux ministères de l'agriculture, le *Ministério da Agricultura, Pecuária e Abastecimento*² (Ministère de l'Agriculture, de l'élevage et du ravitaillement), qui appuie le puissant secteur agro-industriel, et le *Ministério do Desenvolvimento agrário*³ (Ministère du développement agraire), chargé d'encadrer la petite agriculture et de promouvoir la réforme agraire. Cette dichotomie, qui rappelle celle qui juxtaposait naguère en France Ministère des Affaires Étrangères et Ministère de la Coopération, met en évidence que l'agriculture brésilienne associe des systèmes de production très différents, d'une part, une petite agriculture familiale qui a des parentés avec ses homologues européens, d'autre part, un *agro-business* qui n'a rien à envier à ses équivalents nord-américains. Ce partage est le résultat d'une longue histoire de conquête, et le partage du territoire, qui n'est pas encore totalement fixé, est le fruit de rivalités aiguës entre ces deux secteurs, comme l'ont montré Eduardo Girardi et Bernardo Fernandes [2006].

Le Brésil, comme toute l'Amérique Latine, présente encore des structures agraires marquées par l'opposition historique entre *latifundio* et *minifundio*, grande et petite exploitation (tableau n°5) : en 2006, au dernier recensement agricole, 48 % des exploitations, dont la superficie était de moins de 10 ha, s'y partageaient 2 % des terres, alors que les exploitations supérieures à 1 000 ha, représentant moins de 1 % du total, disposaient de 44 % des terres. Évidemment en rapport avec l'histoire politique du pays – responsable du partage inégal du sol entre une aristocratie quasi-féodale et des paysans pauvres, dépendants et de plus en plus nombreux – ce phénomène a aussi des implications économiques.

Tableau n° 5 Exploitations agricoles et superficies

	Exploitations agricoles (milliers)				Taille totale (milliers ha)			
	<10 ha	10-100 ha	100-1000 ha	>1000 ha	<10 ha	10-100 ha	100-1000 ha	>1000 ha
Brésil	2.477	1.972	424	48	7.799	62.894	112.844	150.143
Nord	127	229	81	8	362	9.339	19.016	26.819
Nordeste	1.498	651	115	8	3.786	20.102	28.678	23.508
Sudeste	393	411	92	6	1.569	13.451	23.630	16.288
Sudeste	406	515	60	5	1.839	13.657	16.595	9.690

² Site du MDA : <http://www.agricultura.gov.br/>

³ Site du MDA : <http://www.mda.gov.br/portal/>

Centre-Ouest	52	165	77	20	243	6.345	24.925	73.838
--------------	----	-----	----	----	-----	-------	--------	--------

Source : IBGE - Censo Agropecuário 2006

Car les choix faits par les chefs d'exploitation creusent encore le fossé entre grandes et petites exploitations : les grandes ont fait nettement le choix de l'élevage (faible part dans les cultures, nombre élevé des bovins), emploient peu et ont donc une basse productivité à l'hectare et une haute productivité par actif, le produit, même faible, étant divisé par un facteur très petit. Les petites investissent ce qu'elles peuvent – du travail – produisent honorablement mais ont une productivité par actif basse, car elles emploient trop de monde pour leur superficie. Le statut des exploitants (tableau n°6) oppose nettement ces deux groupes, car alors que dans les régions de petites exploitations la main d'œuvre se réduit la plupart du temps à l'exploitant et à sa famille, dans celles où domine la grande exploitation le recours à une main d'œuvre salariée permanente est fréquent, que ce soit dans les zones de plantations ou dans celles qui sont vouées à l'élevage.

Tableau n° 6 Statut des producteurs et des terres

	Agriculteurs	Superficie cultivée
Total	5.175.636	333.680.037
Propriétaire	3.946.411	310.515.259
<i>Assentado</i> sans titre de propriété définitif	189.193	5.758.341
Fermier	230.121	9.055.047
Métayer	142.534	1.985.839
Occupant sans titre	412.358	6.365.552
Producteurs sans terres	255.019	0

Source : IBGE - Censo Agropecuário 2006

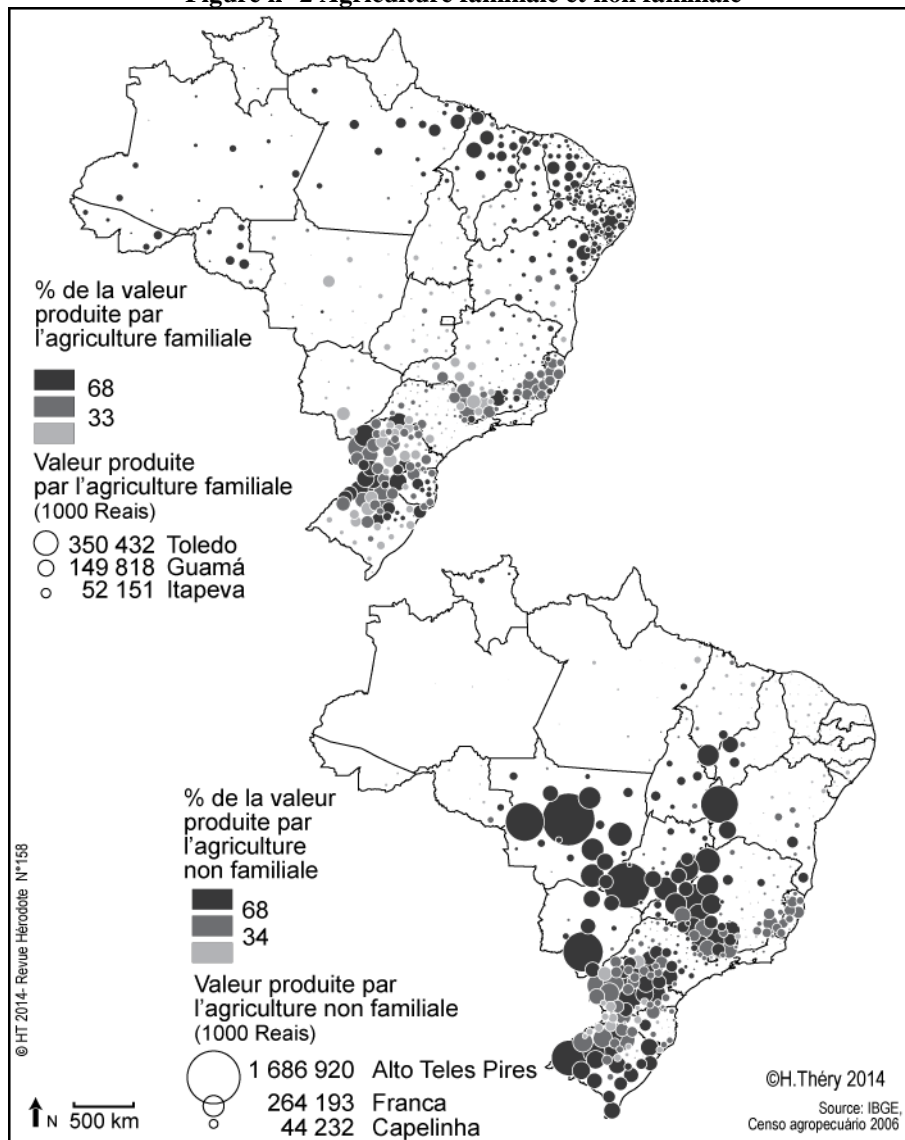
Appelée « petite production » sous le régime militaire (1964-1985), quand le mot « paysannerie » était tabou (dans un contexte de guerre froide et de menace de contagion cubaine), aujourd'hui désignée par le terme ambigu d'« agriculture familiale », il s'agit bien d'une véritable paysannerie, même si elle est très composite, allant des amérindiens d'Amazonie aux colons d'origine allemande du Sud. Ce secteur représente 75 % des propriétés agricoles du pays, 25 % des terres cultivées et 35 % de la production agricole nationale. Il mobilise 14 millions de personnes, soit 60 % des travailleurs dans l'agriculture. Pour la première fois le recensement agricole de 2006 a fait systématiquement la distinction entre les deux secteurs, « agriculture familiale » et « agriculture non-familiale » (qu'il serait plus cohérent de nommer respectivement « agriculture paysanne » et « agriculture commerciale », pour ne pas dire « agriculture capitaliste ») et l'on peut donc jauger leurs poids relatifs (tableau n° 7 et figure n° 2).

Tableau n° 7 Agriculture paysanne et agriculture commerciale

	Établissements		Superficie plantée		Production cultures temporaires		Valeur de la production	
	(dizaines de milliers)		(millions d'ha)		(millions tonnes)		(milliards de Reais)	
	AP	AC	AP	AC	AP	AC	AP	AC
Brésil	507	36	20	27	77	449	23	47
Nord	30	1	1	0	5	2	2	1
Nordeste	283	14	7	4	17	63	5	6
Sudeste	47	8	2	5	21	261	3	16
Sud	138	10	9	7	30	49	12	10

AP = Agriculture paysanne, AC = Agriculture commerciale. Source : IBGE - Censo Agropecuário

Figure n° 2 Agriculture familiale et non familiale



158 Thery C2

L'agriculture paysanne présente une autre particularité, capitale quand on s'intéresse à l'alimentation de la population, près de 70 % des aliments qui sont mis sur la table des Brésiliens en proviennent. Selon le secrétaire national à la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle du Ministère du Développement Social et du Combat contre la Faim (MDS) elle produit 85 % du manioc, 70 % des haricots, 60 % des porcs, la moitié du maïs et du lait, 40 % des volailles et des œufs, 30 % du riz, autrement dit les principales bases alimentaires de la population – sauf la viande de bœuf.

C'est donc la petite agriculture paysanne qui donne au Brésil une confortable indépendance alimentaire et l'on ne peut qu'être inquiet sur sa pérennité si l'on observe les mutations en cours, qui menacent la survie de ce secteur.

Mutations en cours

Des changements sont à l'œuvre, ils transforment profondément l'économie rurale et assez largement les rapports sociaux dans les campagnes : la modernisation de l'agriculture, son insertion croissante dans un complexe agro-industriel, l'une et l'autre encouragées par l'État.

La composition des exportations le laisse pressentir : l'agriculture est de plus en plus incluse dans un complexe agro-industriel qui l'enserme par l'amont et par l'aval. La transformation de ses productions par les industries agro-alimentaires apparaît dans la gamme des produits mis sur le marché : café soluble, huiles et tourteaux de soja, jus de fruits, alcool de canne à sucre. Mais l'industrialisation de l'amont n'est pas moins remarquable : la construction de tracteurs et de matériel agricole couvre depuis les années 1970 les besoins croissants du pays, la consommation d'engrais a été multipliée par trois en dix ans, celle de produits phytosanitaires par deux, celle des semences sélectionnées, des aliments pour le bétail progressent rapidement. La croissance de ces nouveaux marchés donne lieu à une vive compétition entre les grandes firmes internationales, les organismes publics et les grandes coopératives du Sud, qui s'affrontent ou s'entendent pour se partager grands secteurs et profits.

Les acteurs dans ce domaine sont en effet nombreux et divers, mais de tailles très inégales. Une foule de petites entreprises sont présentes mais face à elles quelques grandes firmes ont accru récemment leur poids en investissant massivement et en diversifiant leurs intérêts : parmi elles les firmes européennes l'emportent sur les nord-américaines, parmi les plus importantes on trouve British American Tobacco (britannique), Gervais-Danone (française), Nestlé (suisse), etc., ainsi que des coopératives comme Tereos, une coopérative de betteraviers picards qui a acheté cinq usines à sucre (de canne) dans l'État de São Paulo. Quelques grandes coopératives brésiliennes ont su également développer leurs activités en amont et en aval de leur secteur habituel, comme la Coopersucar et la Cotrijui (coopérative triticoile d'Ijuí) qui, à côté de la production de blé a développé celle de viande et avait naguère organisé pour ses adhérents sa propre zone de colonisation en Amazonie.

Une autre évolution notable provient des agriculteurs brésiliens à modifier, presque du jour au lendemain, la carte de ses productions. Deux exemples frappants en sont le déplacement des productions de café et de soja (accompagné par le maïs et le coton) qui s'est produites depuis 40 ans. Le Brésil ne produisait pratiquement pas de soja avant les années 1970, il est aujourd'hui un des tout premiers exportateurs mondiaux, tant de graines brutes que de leurs sous-produits (après trituration), tourteaux et huile. Cette progression s'est faite par la mise en culture des *cerrados*, les savanes arborées du Mato Grosso, du Goiás et de l'ouest de Bahia. Parallèlement, les gelées de 1975 ayant détruit les plantations de café du Sud, il s'est déclenché un mouvement de migration vers le Minas Gerais, devenu le premier État producteur de café, vers l'Espírito Santo et vers Bahia. Ces déplacements, sur des centaines de kilomètres, de deux des plus grandes cultures commerciales montrent bien la mobilité de la carte agricole du Brésil, perpétuellement remise en question au gré des mouvements migratoires et des sollicitations des marchés mondiaux.

On notera que les productions qui ont connu la progression la plus rapide sont celles qui sont destinées à l'exportation, le soja, la canne à sucre ou les oranges ont eu des rythmes d'accroissement supérieurs à ceux des produits plus traditionnels (café, cacao) et surtout à ceux des produits alimentaires de base (riz, maïs, haricots, manioc). Ces derniers n'ont pas bénéficié des mêmes efforts de recherche et d'amélioration que les

cultures d'exportation, les progrès techniques ont de même surtout concerné les exploitations grandes et moyennes les plus dynamiques, qui sont de plus en plus tournées vers les produits les plus rentables, complexes soja-maïs et sucre-alcool ou élevages modernisés.

Touchées de plein fouet par la stagnation des prix de leurs productions, négligées par l'initiative privée et les organismes publics, les petites exploitations (qui rappelons-le fournissent l'essentiel de la production alimentaire du pays, nourrissent ses villes géantes et permettent de maintenir les salaires au plus bas) risquent aujourd'hui de ne plus pouvoir tenir leur rôle. Devant la menace de pénurie, ou du moins la perspective de devoir importer des aliments – un comble pour un pays si bien doté – certains correctifs ont été apportés à la politique agricole du gouvernement. .

Pour orienter l'évolution du secteur agricole et agro-industriel, les gouvernements brésiliens successifs ont choisi de privilégier une politique incitative. Les réformes agraires étant exclues sous le régime militaire (1964-1985) et les actions d'assistance technique et sociale assez limitées jusqu'au gouvernement Lula (en 2003), le contrôle des prix et le crédit ont longtemps constitué l'outil essentiel. Dans l'ensemble pourtant l'intervention était trop faible pour éviter l'écart croissant entre les deux types de culture, les cultures d'exportations étant « tirées » par les cours mondiaux qu'il était impossible de suivre. La politique de crédit, de son côté, a également contribué à changer les modèles de production et de consommation, favorisant l'utilisation d'intrants. Les taux extrêmement avantageux (15 à 20 % par an dans les années 70 alors que l'inflation dépassait 40 %) ont poussé à un recours massif au crédit, qui a toutefois été très sélectif : entre 1969 et 1975, 55 % du volume total est allé à trois produits, soja, riz et blé (75 % si on ajoute café et canne à sucre) ; 20 % des agriculteurs seulement en ont bénéficié – car il faut un titre de propriété pour y accéder, ce qui est rarement le cas des petits agriculteurs – et plus de 43 % des crédits se sont concentrés sur deux États, Paraná et Rio Grande do Sul.

Un virage a été pris à partir des années 1980 devant les menaces de déficit alimentaire, qui allait peser sur la balance commerciale et diminuer le bénéfice attendu du développement des cultures d'exportation. Le Pronaf (Programme national de renforcement de l'agriculture familiale) a été créé sous le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso (1994-2002), puis amplifié sous les mandats de Luís Inácio Lula da Silva (2002-2010), tout comme d'autres politiques allant dans le même sens, élargissement des conditions de crédit (afin d'atteindre les petits producteurs), financement de toute la production par divers mécanismes (dont l'achat sur pied de la récolte, qui évite le recours aux intermédiaires-usuriers), tout cela devait permettre de développer la production d'aliments, en aidant les petits producteurs.

L'évolution en cours ne fait donc qu'accentuer les tensions nées d'une situation où se trouvent encore face à face des paysans sans terres (ou sans assez de terres) et – à côté d'exploitations capitalistes bien menées – des propriétaires de terres sous-exploitées, souvent absentéistes ou négligents. Cette situation, génératrice de chômage rural, de misère et d'exode rural, crée aussi des tensions sociales qui ont pris naguère une forme violente et peuvent, malgré les palliatifs, mener à l'explosion.

Une solution, la conquête de nouvelles terres ?

Ces tensions peuvent sembler étranges dans un pays où tant d'espace est disponible, au total à peine plus de 7 % du territoire sont cultivés (contre 17,8 % aux États-Unis, 33,5 % en France et 53,1 % en Inde). Cette moyenne recouvre de surcroît des situations

très différentes : en dehors du littoral du Nordeste et des régions d'agriculture intensive du Sud-Sud-est le taux d'« anthropisation » (pour utiliser le terme choisi pour l'IBGE pour indiquer la transformation des milieux naturels sans dire ni « mise en valeur », ni « dévastation ») n'atteint nulle part 12 % du territoire de chaque commune, et il tombe en dessous de 1,5 % dans toute l'Amazonie (figure n°1).

Certes, toutes ces terres non encore occupées ne sont pas disponibles pour l'agriculture et des aménagements coûteux seraient nécessaires pour les incorporer toutes au système productif (à supposer que ce soit souhaitable), mais aucune partie du territoire brésilien n'est inutilisable pour l'agriculture (comme le sont la majeure partie du grand Nord Canadien ou de la Sibérie, pour ne citer que deux autres pays géants). Il reste donc, entre les régions déjà consacrées à l'agriculture et à l'élevage, de vastes espaces peu ou pas utilisés, disponibles pour d'autres usages, qui peuvent être soit de protection du *statu quo* (réserves indiennes, réserves de cueillette, parcs nationaux, etc.), soit la mise en valeur agricole, ce qui devrait en principe diminuer ou faire disparaître la pression des paysans sans terres ou sans assez de terres.

C'est là une situation exceptionnelle dans le monde, l'Amérique du Sud est le seul continent où des terres agricoles soient disponibles, en grande quantité et à court terme puisque l'Europe et l'Amérique du Nord, déjà très productives, n'ont guère de marge de progression, tandis que la situation de l'Afrique ne permet guère d'espérer de progrès à court et moyen terme, et que l'Asie a des possibilités, mais plus encore de demandes. Sur ce continent, le Brésil est de loin celui qui dispose des plus grandes marges de progression et s'y développent depuis longtemps de véritables fronts pionniers, sans équivalent dans le monde (à part certaines régions d'Indonésie ou de Malaisie), qui rappellent ceux des États-Unis au XIX^e siècle ou, plus près dans le temps et l'espace, ceux du café dans les États de São Paulo et du Paraná dans les années 1930 et 1940, magnifiquement analysés par Pierre Monbeig.

À vrai dire, le mouvement de conquête de terres nouvelles y a constamment progressé, depuis l'arrivée des Portugais, en 1500, même s'ils n'ont ému l'opinion publique internationale que depuis quelques décennies. On a sans doute beaucoup insisté, en Europe et en Amérique du Nord, sur la destruction de milieux naturels jusque-là intacts, à la fois parce que les mouvements écologistes y ont plus d'écho que naguère et parce que la mémoire collective des pays développés a oublié les grands défrichements sur lesquels s'est fondée notre agriculture. Mais il est certain que l'ampleur des coupes et des brûlis, dans des milieux fragiles et pour une mise en valeur souvent prédatrice, peut inquiéter. Entre 1970 et 1980 plus de 750 000 km² – une fois et demie le territoire de la France métropolitaine – avaient été incorporés aux exploitations agricoles, et en moyenne 15 000 km² par an mis en culture, l'équivalent de trois départements français.

Si l'ampleur de la conquête récente peut surprendre, le mouvement qu'elle représente ne fait que poursuivre celui des cinq derniers siècles. L'agriculture brésilienne en était encore largement au début des années 1990 au stade de l'Europe du XVII^e siècle, de l'Amérique du XIX^e siècles, le style prédateur de la « mise en valeur » coloniale ayant survécu à l'indépendance. L'attraction toujours présente de la « frontière » a longtemps dissuadé les colons de s'enraciner, d'établir avec le terroir qu'ils découvraient la longue familiarité qui permet la gestion des ressources et le maintien du niveau de production au long des siècles.

Ce comportement a longtemps eu de bonnes raisons d'être, les méthodes agricoles utilisées ne laissant guère de choix. En dehors de quelques zones privilégiées (berges

des fleuves périodiquement fertilisées par les crues, oasis du *sertão* semi-aride ou de quelques enclaves de colons allogènes (allemands, italiens, japonais) les agriculteurs brésiliens s'en sont longtemps tenus à des méthodes agricoles très primitives. Pour l'essentiel elles consistaient à défricher et brûler, à cultiver sans apport d'engrais ni rotation de cultures, jusqu'à ce que la fertilité chute, au bout de quelques années. On abandonnait alors ces parcelles pour occuper de nouvelles terres vierges, voisines ou lointaines.

Mais malgré la disponibilité de terres aux marges du pays, les conflits persistent, à cause de la situation agraire tendue, les terres – en particulier les meilleures terres – étant souvent accaparées par des propriétaires négligents ou absentéistes, à proximité immédiate de paysans sans terres ou sans assez de terres. C'est en particulier le cas dans le Nordeste, où cohabitent terres en friches et paysans occupant des terres sans titre de propriétés, d'où la vigueur des conflits dans cette région, et aussi l'émigration des *Nordestinos* vers l'Amazonie orientale. Arrivés là, ils entrent encore souvent en conflit – souvent violent – avec les anciens occupants ou d'autres immigrants, petits paysans comme eux ou éleveurs, aux méthodes parfois expéditives, et ce n'est pas par hasard que la région du *bico do papagaio* (le « bec de perroquet », ainsi nommé en raison de forme de la pointe septentrionale de l'État du Tocantins) est celle où se sont produits les conflits les plus meurtriers.

Même si elle perdit de sa force, à mesure que l'exode rural se complétait, la question de la réforme agraire reste donc posée.

Conflits ouverts

Dans les années 1960 la crise agraire était devenue très aiguë. À l'origine simple association d'entraide (organisée pour payer un cercueil et assurer des funérailles décentes aux plus démunis, ce qui donne une idée de leur dénuement), les « ligues paysannes » de la zone de la canne à sucre s'étaient radicalisées et avaient vite fait du partage de la terre leur première revendication. Appuyées dans un premier temps par les représentants des diverses organisations nord-américaines (qui voulaient éviter un deuxième Cuba), bénéficiant de la sympathie du gouvernement populiste du moment, elles obtinrent en 1963 la promulgation du Statut du Travailleur Rural, qui garantissait le paiement des salaires en espèces, et non en bons d'achat dans le magasin du patron, le droit au repos hebdomadaire et à quelques congés, une certaine couverture sociale. Un texte un peu antérieur permettait des expropriations de *latifundios* « pour cause d'intérêt social », il vint s'y ajouter une mesure étendant cette possibilité aux terres proches des axes routiers ou ferroviaires, des barrages et périmètres irrigués.

Cette timide esquisse de réforme agraire a certainement contribué à précipiter le coup d'État militaire de mars 1964, souhaité et appuyé par les propriétaires fonciers menacés. Les mesures d'expropriation rapportées, le nouveau régime publia dès novembre 1964 un Statut de la terre qui prévoyait la lutte contre *minifundio* et *latifundio* en fonction de critères d'« utilité sociale », confiant à l'IBRA (Institut Brésilien de Réforme Agraire) le soin de repérer les zones de tension, d'exproprier les exploitations sous-utilisées et d'y installer des *minifundistas*. Les aires définies – littoral sucrier du Nordeste, Rio Grande do Sul, *Distrito Federal* de Brasília – montrent bien qu'il s'agissait avant tout de diminuer la pression dans les zones sensibles, par l'acuité des conflits ou la proximité de la capitale.

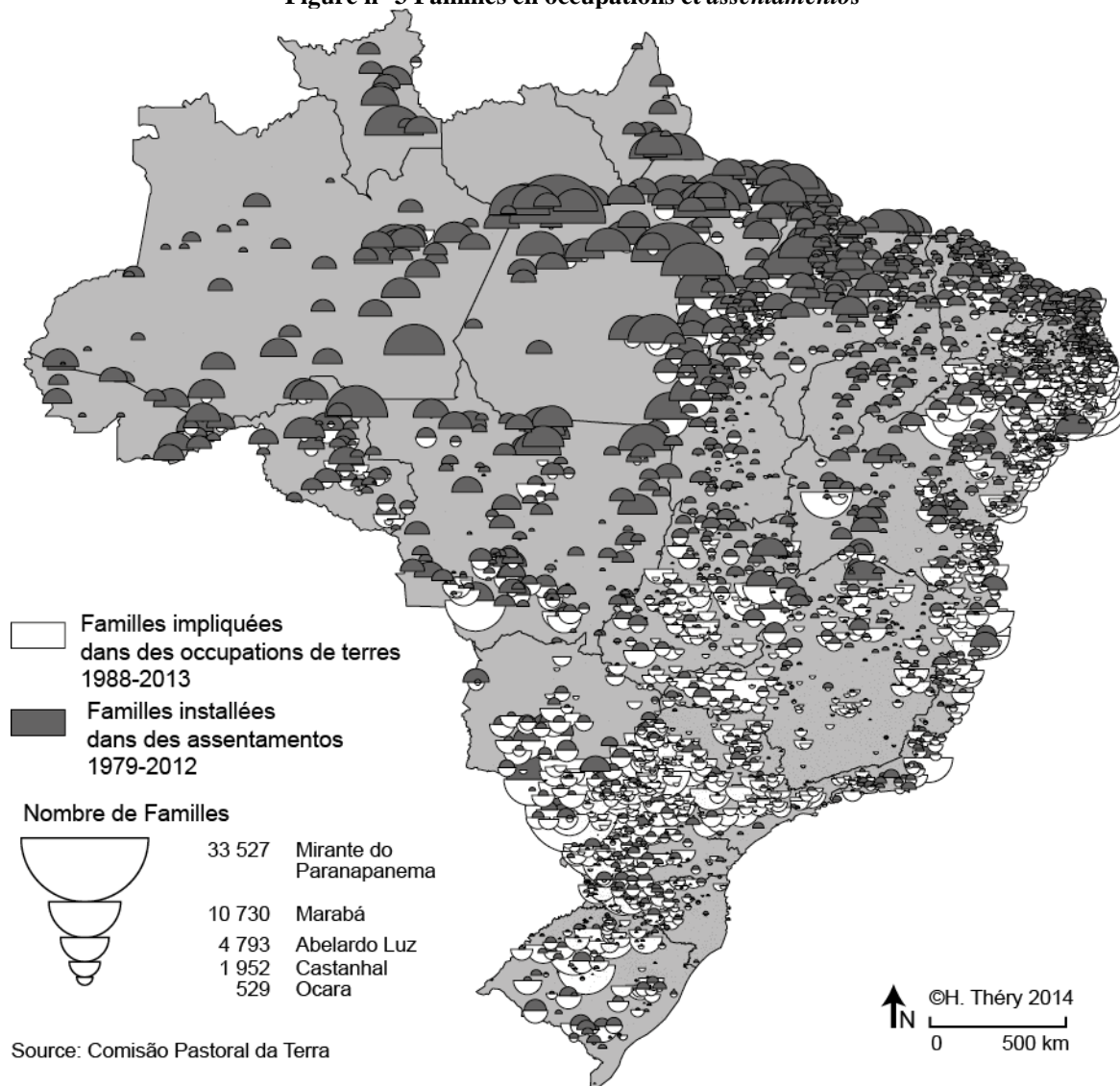
De portée bien limitée, ces textes n'ont même pas été appliqués. De plus en plus l'accent a été mis non plus sur le partage des exploitations existantes, mais sur la

conquête de nouvelles terres. Le plan *Proterra* de 1971 prévoyait encore d'exproprier les propriétés sous-utilisées de plus de 1 000 ha, avec des crédits faibles et des résultats presque nuls. En fait il était déjà apparu plus facile et moins dangereux de mettre en avant la colonisation, qui présentait un intérêt stratégique – occuper l'Amazonie – et permettait, pensait-on, de faire l'économie d'une réforme agraire : la création de l'INCRA (Institut National de Colonisation et de Réforme Agraire), succédant à l'IBRA, en est un signe révélateur, la modification d'intitulé indiquant – les opposants l'ont vite fait remarquer – qu'il pratiquait la colonisation pour ne pas faire la réforme agraire.

C'est lui qui mena notamment la colonisation de l'Amazonie sous le régime militaire, au long de la route Transamazonienne et dans le Territoire fédéral de Rondônia, au nom du slogan déjà évoqué « des hommes pour les terres sans hommes, des terres pour les hommes sans terres », corollaire d'un autre mot d'ordre « *integrar para não entregar* », « intégrer pour ne pas brader », s'agissant de l'Amazonie et sous-entendant « à la convoitise étrangère ».

Cette politique a été abandonnée à la fin des années 1970, mais sous les gouvernements de Fernando Henrique Cardoso et de Lula, sous la pression du MST et grâce à la baisse du prix de la terre (liée à la stabilisation de la monnaie par le Plan Real de 1994) une vaste campagne de colonisation a été lancée, et des milliers de familles ont été installées dans des *assentamentos*, des zones de colonisation, sur des terres expropriées ou sur des terres publiques. Malheureusement, ces dernières se situent principalement en Amazonie, dans des régions lointaines et mal desservies, si bien que les invasions illégales de terres continuent de plus belle, dans des régions plus attirantes. La figure n° 3 montre bien que les terres visées par des invasions et celles qui sont offertes aux *assentados* ne se situent pas du tout dans les mêmes régions.

Figure n° 3 Familles en occupations et *assentamentos*

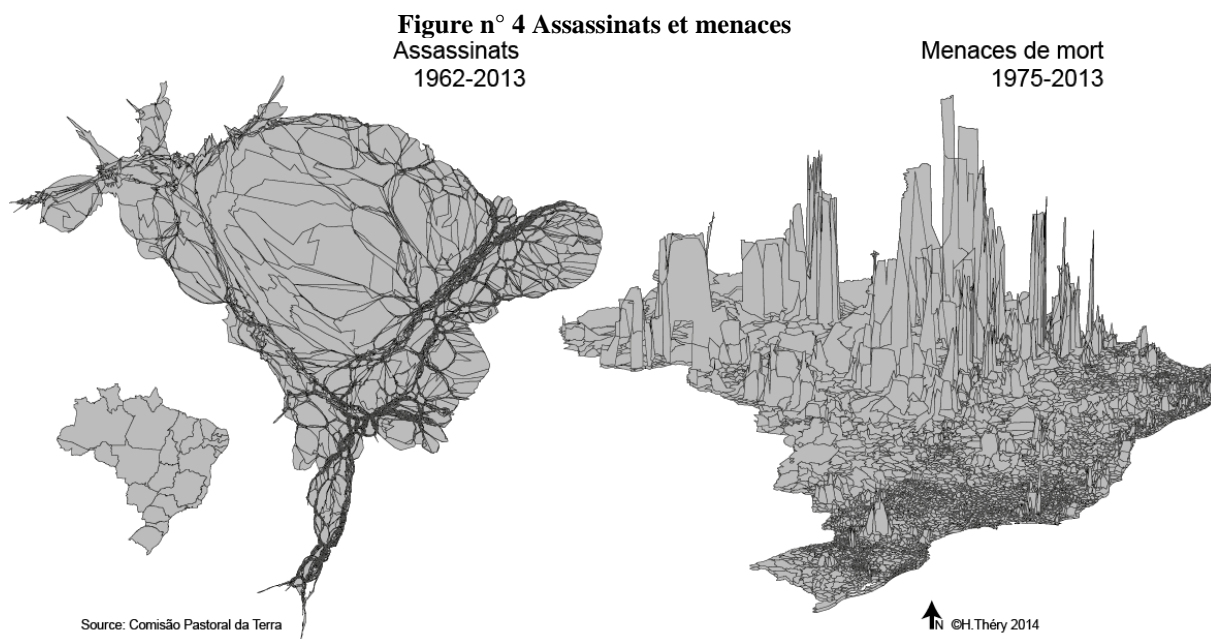


158 Théry C3

Le changement d'orientation de la réforme agraire à la colonisation n'a donc pas permis de résoudre tous les problèmes, comme ses promoteurs affectaient de le croire : les tensions demeurent dans les vieilles régions, et les zones neuves ont connu elles aussi leurs conflits, souvent plus violents, comme le massacre de 19 *posseiros* (occupants sans titre de propriété) le même jour, le 17 avril 1996 à Eldorado dos Carajás, dans le Pará.

Une comptabilité précise et quelque peu macabre de ces violences est tenue à jour par la Commission Pastorale de la Terre (CPT) de l'Église catholique, dernier bastion de la « théologie de la libération ». Elle recense les menaces de mort et assassinats portés à sa connaissance (figure n° 4) qui affectent tout le pays – aucun État n'en est exempt, au total 4 899 menaces de mort entre 1975 et 2013, 1 381 tentatives d'assassinat et 2 964 assassinats. On notera qu'ils sont particulièrement nombreux sur les terres nouvelles d'Amazonie (respectivement 2 298, 420 et 1 321), où la « frontière » est aussi,

comme naguère aux États-Unis, un véritable *Far West*, avec ce que cela implique de violence larvée et ouverte.



158 **Théry C4**

Une fois encore les tenants du *statu quo* ont donc réussi à l'emporter, et les projets, au départ audacieux, ont été progressivement édulcorés jusqu'à être en retrait des textes en vigueur – mais jamais appliqués – sous le régime militaire. Il n'en va pas de même pour ce qui est d'une autre forme de violence qui affecte elle aussi principalement l'Amazonie, l'esclavage rural, contre laquelle des textes précis permettent une lutte difficile mais souvent efficace.

L'esclavage rural

La persistance de cas d'esclavage rural au Brésil, en plein XXI^e siècle, met en lumière la contradiction entre le niveau de développement atteint par le pays dans de nombreux domaines et la persistance d'archaïsmes inacceptables. *L'Atlas do trabalho escravo* [Théry, H., Mello Théry, N.A de, Girardi E. et Hato, J., 2012] examine les formes contemporaines de l'esclavage dans certaines régions rurales du Brésil, où les travailleurs exécutent des tâches pénibles dans des conditions inhumaines, sans recevoir un paiement approprié pour leur travail et surtout sans pouvoir le quitter librement : c'est la privation de liberté qui constitue l'esclavage, il est condamné par la loi brésilienne et c'est sur cette base légale que l'OIT (Bureau International du Travail) fonde son action et a pu financer la recherche dont est né l'atlas.

Celle-ci visait à comprendre la distribution du phénomène au Brésil, à identifier les situations qui favorisent ou inhibent l'esclavage des travailleurs et à construire des indices synthétiques évaluant la probabilité de présence d'esclaves et la vulnérabilité au recrutement. La CPT a été à l'origine du processus, puisque depuis les années 1980 elle enregistre les dénonciations de cas de travail forcé, pratiquement ignorés par l'État jusqu'en 1995, lorsque le ministère du Travail a commencé à inspecter les cas signalés.

En 1995 a été créé le groupe spécial d'inspection mobile qui, avec l'aide et la protection de la police fédérale, se rend sur les lieux où lui ont été signalés des cas d'esclavage.

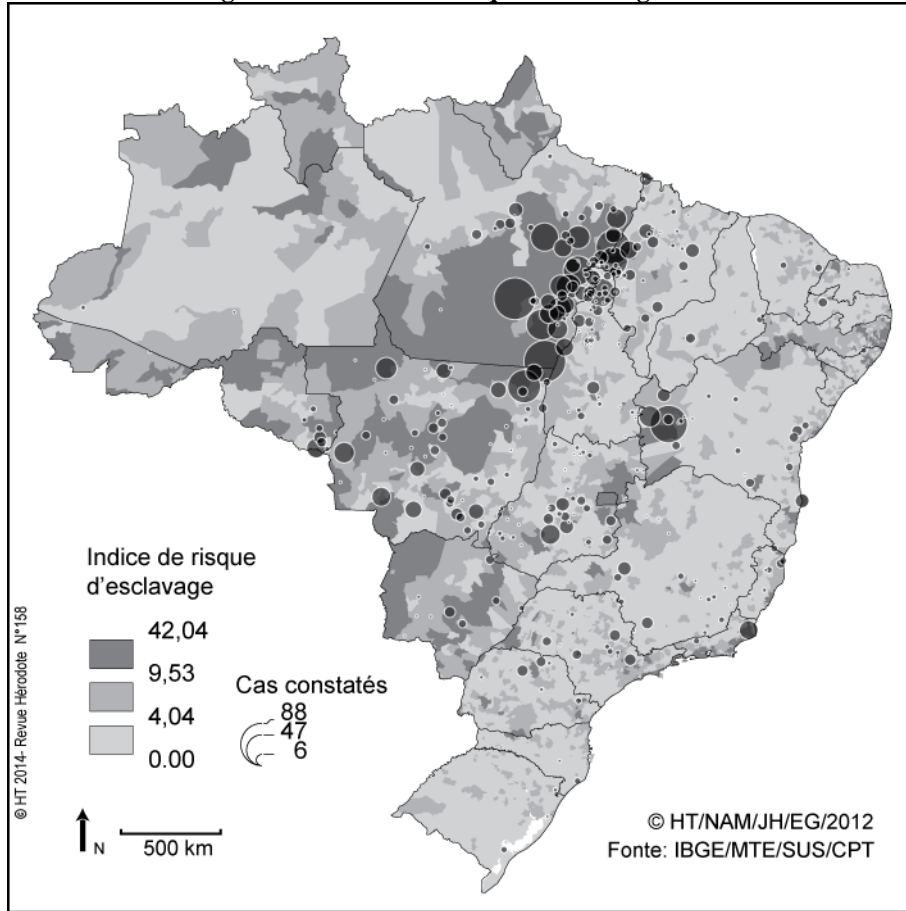
Les données disponibles ont donc trait aux cas dans lesquels le travail esclave a été prouvé, le nombre réel de travailleurs esclaves étant certainement plus élevé car il n'est pas possible de vérifier toutes les plaintes et, dans certains cas, les opérations échouent parce qu'une fuite se produit, les propriétaires ayant ainsi le temps de préparer le terrain. Entre 1990 et 2012, la CPT a enregistré des dénonciations concernant 165 808 travailleurs forcés et entre 1995 et 2012, le département du Travail a libéré de l'esclavage 44 425 travailleurs [Girardi, E. P., Mello-Théry, N. A. de, Théry, H. e Hato, J, 2014].

L'analyse des lieux de naissance montre que les travailleurs libérés proviennent de tout le pays, à l'exception des États situés à l'extrême ouest, très peu peuplés. Il apparaît cependant une importante zone dans les états de Maranhão, du Piauí, dans le nord du Tocantins (le « bec de perroquet ») et dans le nord-est du Pará. Un deuxième groupe est originaire du « polygone de la sécheresse », principalement du nord-nord-ouest du Minas Gerais et des régions centrale et occidentale de Bahia. La concentration des communes où ont eu lieu des libérations de travailleurs esclaves est plus nette encore. Certes le phénomène est présent dans presque tous les États du Brésil, même les plus riches, mais la majorité des travailleurs libérés l'ont été dans un petit nombre d'entre eux, d'abord le Pará, suivi par le Mato Grosso, puis par l'ouest de Bahia et le centre-sud du Goiás.

Le travail esclave se concentre principalement dans quelques activités économiques, la production de charbon de bois, la sidérurgie (fabrication de fonte au charbon de bois), les mines et l'orpaillage, les scieries, les tuileries et briqueteries. Il est notoire que les conditions de travail sont extrêmement précaires dans la production du charbon de bois et de bois d'œuvre, principalement en Amazonie, où la majorité absolue du bois est produite illégalement : si l'activité est illégale, on peut s'attendre à ce que la situation des travailleurs qui y sont impliqués le soit également. Le déboisement concentre une grande partie des cas connus de travail esclave, l'utilisation de ce type de travail dans la phase initiale du déboisement (nettoyage du sous-bois, ouverture de layons, etc.) est bien établie.

Après avoir tenté quelques mises en relation avec des facteurs présumés explicatifs, on peut aller plus loin et traiter conjointement avec elles (par une analyse factorielle) un grand nombre de variables économiques et sociales pour mettre en lumière le contexte dans lequel se développe le travail esclave et le syndrome social dont le travail esclave n'est que le symptôme le plus aigu. On peut alors élaborer un indice de probabilité (ou de risque, s'agissant d'un fait illégal) de présence de travail esclave, indépendant des dénonciations. Un tel indice peut aider à estimer, à partir de la partie déjà détectée du phénomène, les régions où il est probable qu'il existe, bien qu'aucune opération n'y ait encore été menée, voire aider à orienter des recherches là où – bien qu'aucune dénonciation n'ait été reçue – on peut supposer que des cas de travail esclave peuvent exister.

Figure n° 5 Indices de risque d'esclavage rural



158 Thery C5

Le test de la valeur de l'indice est que les régions qu'il désigne soient effectivement les plus souvent possible celles où des situations de travail esclave ont été constatées, avec un minimum de cas dans des régions d'indice bas. La figure n° 5 représente cet indice, qui correspond bien à ces exigences : les cas constatés sont bien situés dans les plages les plus sombres (celles où l'indice est à son maximum) et très peu d'entre eux dans les zones claires (indice bas). Les zones sombres sans cas constatés sont celles où l'on peut supposer – hors du littoral ou des environs de Brasilia, où les conditions sociales sont différentes – que des cas de travail esclave pourraient être détectés si des recherches y étaient faites.

Au terme de cette analyse, on pourrait donc suggérer que les autorités compétentes prêtent particulièrement attention à cette avant-garde du front pionnier qui pourrait bien receler non seulement des travailleurs esclaves, mais aussi d'autres atteintes aux lois sociales et environnementales du pays. Certes, on sait qu'il existe une grande différence entre la nécessité de surveillance et les moyens dont dispose l'État qui ne réussit même pas à traiter toutes les dénonciations qui lui sont acheminées. Mais des actions ciblées sur les lieux où le risque de présence de travail esclave est élevé pourraient rendre plus efficace l'action de surveillance. Les régions critiques sont donc bien toujours les marches avancées du front pionnier, dans le Nord et le Centre-Ouest, les situations du reste du pays relevant d'autres analyses et devant faire l'objet d'autres modes d'intervention. Si une analyse typiquement géographique et cartographique peut

contribuer à jeter la lumière là où certains ne la souhaitent pas, et aider au meilleur fonctionnement des politiques de prévention et de répression des formes archaïques et illégales de travail esclave, ce ne serait pas un mauvais résultat.

Conclusion

On peut donc expliquer les paradoxes de la présence de « sans-terres » et de l'esclavage rural dans le Brésil rural d'aujourd'hui, mais certainement pas les accepter ou les excuser. On peut espérer qu'ils disparaissent à l'avenir puisque de multiples changements sont à l'œuvre qui transforment profondément le monde rural. Pour le moment, plusieurs systèmes y coexistent tant bien que mal : d'un côté des formes nouvelles d'organisation de la production agropastorale moderne, intégrées à un puissant complexe agro-industriel et bien reliées aux autres formes de production, de circulation et de consommation, mais qui emploient peu de main d'œuvre par rapport à leur production et à leur capital investi. Ailleurs, plus au nord et au nord-est (mais aussi, dans une moindre mesure, dans le Sud), des régions où la population agricole est nombreuse et où tous ne trouvent pas des terres où s'établir ou établir leurs enfants. Enfin des zones pionnières, encore en cours d'incorporation au territoire national, mais où la violence accompagne trop souvent la progression d'une « frontière » qui évoque, bien plus que la *New Frontier* de John Kennedy, le revolver à six coups *Colt Frontier*, surnommé (ironiquement ?) *Peacemaker*.

Rigide, souvent injuste car il juxtapose trop souvent hommes sans terres et terres sous-utilisées, technologies de pointe et relations sociales archaïques, le monde rural brésilien est aussi dynamique, car il conquiert plus de terres nouvelles qu'aucun autre au monde et innove constamment en développant de nouvelles productions. Prédateur et gaspilleur, il est aussi riche d'immenses potentialités, naturelles et humaines. Même privé de son ancienne prédominance, relégué au rang d'auxiliaire et de réserve, il est aussi un excellent révélateur des forces qui traversent la société brésilienne et des lignes de force du « modèle brésilien de développement ».

Bibliographie

- Bertrand J P et Hillcoat G, (1996), *Brésil et Argentine : la compétitivité agricole et agro-alimentaire en question*, INRA/L'Harmattan, Paris, 319 p
- Bertrand J P et Théry, H, (2006), « Le marché mondial et l'expansion du complexe soja dans les *cerrados* du Mato Grosso » in Lombard, J, Mesclier, E et Velut, S (dir.), *La mondialisation côté Sud, acteurs et territoires*, IRD Éditions et Éditions Rue d'Ulm, pp. 45-65.
- Bertrand J P, de Mello, N et Théry, H (2007), « Brésil : l'agriculture, une base puissante pour le développement des biocarburants », *Demeter 2008 économie et stratégies agricoles*, Club Demeter, pp. 187-224
- Caron, P et Sabourin, E, (2002), *Paysans du sertão, mutations des agricultures familiales dans le Nordeste du Brésil*, Cirad.
- Dean, W., (1997), *With Broadax and Firebrand. The Destruction of the Brazilian Forest (Par le fer et par le feu, la destruction de la forêt brésilienne)* Berkeley, University of California Press.
- Girardi, E. P. et Fernandes, B. M, (2006), « Brésil : les territoires de la question agraire », *M@ppemonde* n° 82, 2/2006, <http://mappemonde.mgm.fr/num10/articles/art06206.html>
- Girardi, E. P., Mello-Théry, N. A. de, Théry, H. e Hato, J., (2014) « Mapeamento do trabalho escravo contemporâneo no Brasil : dinâmicas recentes », *Espaço e Economia* 4 : <http://espacoeconomia.revues.org/804> ; DOI : 10.4000/espacoeconomia.804
- Grégoire, E et Théry, H. (2007), « L'ogre et le petit Poucet », *L'espace géographique*, 2007/3, pp 267-282
- Linhardt, R., (1981), *Le Sucre et la faim, Enquête dans les régions sucrières du Nord-Est brésilien*, Éditions de Minuit, 1981
- Monbeig, P., (1952), *Pionniers et planteurs de São Paulo*, Armand Colin, Paris, 376 pages.

- Sachs, I, Wilhelm J e Pinheiro P S (dir.), (2001), *Brasil, um século de transformações* Companhia das Letras, São Pau, 427 pages
- Théry, H et de Mello, (2003) N, *Atlas du Brésil*, CNRS Libergéo-La Documentation Française, 304 pages
- Théry, H, (2004), “La vague déferlante du soja brésilien » *M@ppemonde n° 74* (2-2004), <http://mappemonde.mgm.fr/num2/articles>
- Théry, H., Mello Théry, N.A de, Girardo E. et Hato, J., (2012) *Atlas as do trabalho escravo no Brasil (Atlas du travail esclave au Brésil)* Amigos da Terra Amazônia, 2012, 82 p., <http://amazonia.org.br/wp-content/uploads/2012/04/Atlas-do-Trabalho-Escravo.pdf>
- Théry, H., Mello Théry, N.A de, Girardo E. et Hato, J., (2011), “Géographies du travail esclave au Brésil » , *Cybergeo : European Journal of Geography*, Espace, Société, Territoire, article 541, mis en ligne le 23 juin 2011, modifié le 24 juin 2011. URL : <http://cybergeo.revues.org/23818>